

Une autre erreur sur les conditions nécessaires à l'assimilation structurelle qu'il est, aujourd'hui, nécessaire de rejeter, est celle qui a été introduite par le VII^e Plenum du C.E.I. (Avril 1949) - Point 6 -

On pourrait ramener, déclare le C.E.I. (après le tournant de 1948) les conditions dans lesquelles l'assimilation "serait effectivement parachevée à un facteur : la réalisation d'une coordination effective et une planification de l'ensemble de l'économie de ces pays, organiquement liée à celle de l'U.R.S.S., capable de renverser la tendance actuelle de dépendance qui est déterminante de ces pays envers l'économie capitaliste. Ceci pourrait se produire par exemple dans le cas d'une suppression des frontières nationales entre les pays du blocis."

"C'est en effet l'existence de ces frontières qui limite à l'extrême la base matérielle sur laquelle devrait se construire une économie planifiée et qui en même temps exige le maintien d'une série d'appareils étatiques qui, par suite de leur origine, ne peuvent qu'être saturés d'éléments bourgeois..."

"Paroille suppression des frontières, qu'elle s'effectue par l'incorporation de certains, ou de tous ces pays dans l'U.R.S.S., ou qu'elle s'effectue par la constitution d'une fédération Balkano-danubienne, formellement indépendante de l'U.R.S.S., mais véritable cadre unifié pour la planification de l'économie, peut être définie comme un point décisif dans le processus d'assimilation structurelle de ces pays à l'URSS où la nature sociale de ces pays se transforme qualitativement" (souligné par nous).

L'Internationale a rejeté, avec juste raison, la nécessaire intervention des masses. Elle ne peut maintenant se retrancher derrière un nouveau critère "économiste" absurde de développement des forces productives devant passer par la suppression des frontières nationales pour que l'assimilation soit réalisée. Ou alors il lui faut déclarer clairement que l'assimilation ne pourra avoir lieu que quand ces pays deviendront partie intégrante de l'U.R.S.S. C'est à dire que leur nature changera quand ils seront intégrés dans le goulag. Cette position fautive à notre avis, aura au moins le mérite d'être clair.

L'erreur de l'Internationale sur la nécessaire intervention des masses a conduit de nombreux camarades à se poser la question suivante : reconnaître à la bureaucratie la capacité de changer la nature des états, c'est en réalité remettre en question le marxisme qui voit dans le prolétariat la seule force capable d'abolir le capitalisme. Et par déduction logique, remettre en question la nécessité du Parti révolutionnaire.

Nous pouvons répondre à ces camarades : objectivement nous constatons que la bureaucratie soviétique exerce son influence sur des territoires étrangers à l'U.R.S.S. Sur ces territoires elle transforme les rapports de production. C'est à dire que l'expropriation des expropriateurs (mesure de caractère révolutionnaire) est réalisée par le pouvoir militaire et bureaucratique. Les masses ne jouent aucun rôle dans ce renversement, bien au contraire, leur mouvement est écrasé par d'irrépressibles mesures policières pour assurer la suprématie de la bureaucratie.

Comment expliquer cela ? quand un impérialisme est assez puissant pour assurer sa domination sur un autre impérialisme ou sur un pays colonial, nous le voyons